



## Déclaration UNSA Défense Comité Social d'Administration Ministériel (CSA-M)

Paris, le 5 octobre 2023

**Monsieur le Secrétaire Général pour l'Administration, Monsieur le Directeur,  
Mesdames, messieurs.**

Ce CSA ministériel a été bien préparé. Plusieurs réunions avec la DRH-MD ont permis aux fédérations l'étude des textes et les sujets d'information que vous nous présentez aujourd'hui et l'UNSA tient à remercier les responsables et les agents de la DRHMD qui ont permis cela. C'est indéniablement le lieu, nous allons nous expliquer, où l'on garde vraiment cette impression d'un dialogue social nourri, malgré parfois nos désaccords bien sûr, mais respectueux des avis des uns et des autres, à l'écoute et prêt à entendre nos objections comme nos propositions. Bien sûr le temps administratif étant ce qu'il est, il faut souvent s'armer de patience... cette patience qui aujourd'hui provoque cette immense impatience qui se traduit par ces mots sur toutes les lèvres : l'attractivité et la fidélisation de nos compétences, rares pour certaines. Vous ne pourrez pas dire que les organisations syndicales ne vous ont pas alerté de ces conséquences, il y a bien longtemps déjà. Nous en sommes là ce 5 octobre 2023 et ce n'est pas prêt de s'arrêter tant le découragement a laissé place à l'impatience.

Ne dit-on pas d'ailleurs que le découragement est beaucoup plus douloureux que la patience ? « **Comment trouver le chemin qui mène au pays où vit ton désir ? En renonçant à tes désirs.** ». Resituons cette sentence persane dans le contexte que nous savons et avouons qu'elle est terriblement d'actualité pour ce qui concerne le ministère des Armées et ses personnels civils.

Si l'UNSA aborde ce CSA-M avec ce préalable, il faut que nous vous disions que nous sommes inquiets d'une situation des plus alarmantes et il n'est pas dans l'ADN de l'UNSA de grossir les traits. Une réforme des retraites passée en force et méprisant tous les interlocuteurs syndicaux pourtant affûtés sur ce dossier éminemment complexe. Nous n'avons pas oublié comment ont été traitées toutes les options alternatives et les propositions des uns et des autres. Preuve s'il en était, cette réforme ne règle rien sauf les indicateurs délivrés par les agences de notation... la belle affaire. Un gouvernement prompt à imposer des solutions aux entreprises et se comportant dans le même temps comme le pire des employeurs. Une politique salariale indigente pour les agents publics, tous les agents publics, générant une crise de vocation sans précédent. Une revalorisation du point d'indice 3 fois moindre que l'inflation, assortie de l'autosatisfaction d'un ministre pensant avoir fait le job... au tiers seulement en fait... Des démissions en pagaille, pour conjoncturelles ou générationnelles qu'elles sont, dans des secteurs d'activités parmi les plus sensibles ou faisant appel à des compétences rares et concurrentielles, une attrition dans les recrutements gageant jusqu'à la crédibilité ministérielle et inquiétante pour son socle de soutien qu'est sa composante civile. Des parcours professionnels illisibles à l'exemple de la transposition de la nouvelle convention collective de la métallurgie aux agents ICT et TCT. Des solutions qui, parce qu'elles ne satisfont personne, mécontentent tout le monde. Un sens du travail perdu dans les méandres d'une gestion RH, laissée trop souvent à l'arbitraire du local en dépit des règles édictées pour tous. Essayez simplement en tirant un fil du seul dossier des astreintes. Des carrières et des parcours professionnels trop complexes quand ils existent, aux entrées multiples et aux sorties aléatoires décourageant les plus motivés. Des dossiers de plus en plus lourds, des CMG sous armés, combien de fois avons-nous entendu ici et dans les instances RH que les CMG sont sous la vague pour faire face à la complexité et à l'urgence à traiter toutes les situations, les mises en paiement d'éléments variables de la rémunération en attente pour certains depuis 12, 18 ou 24 mois... Le respect des délais est une constante dans l'ensemble des domaines techniques auquel fait appel le ministère, c'est avec cette conscience exceptionnelle que travaillent les agents civils encore à ce jour. Ils sont en droit d'attendre de la réciprocité et ils sont bien marris.





Et aujourd'hui, face à ces réalités, on vient poser les bases d'une réflexion sur l'attractivité et la fidélisation et il reviendrait aux RH des départements ministériels, dont les nôtres, de trouver à réparer tout ce que les décideurs usent inlassablement sans aucun souci des conséquences que ces décisions génèrent ? Bossuet avait raison : « **Dieu se rit des hommes qui se moquent des conséquences des causes qu'ils génèrent** ». Quelle plus belle adaptation pourrait-on imaginer pour le ministère des Armées se délitant semaine après semaine de compétences vitales, de savoir-faire maîtrisés depuis des années, d'innovation, de technologies, de MCO, de maîtrise d'œuvre, de systèmes d'information, de sécurité... que tous nous avons à cœur de conserver ?

Toutefois, l'UNSA notera avec un peu de cynisme une certaine cohérence dans tout cela. Parmi les priorités de la Loi de Programmation Militaire, nous trouvons « L'espace » comme nouvelle zone potentielle de conflictualité et l'exploration des fonds marins. Un parallélisme de circonstance avec ce que nous vivons. Des décideurs non plus hors sol mais spatiaux, tant ils sont éloignés des attentes et préoccupations des agents et ces mêmes agents traités dans les abysses d'un fonctionnement erratique par des services « noyés sous la vague » comme vous le dites si bien... il en faudra des paliers de décompression pour rapprocher tout ça de la surface.

Les premiers mots de cette déclaration n'étaient donc pas totalement employés au hasard. Oui entre ces deux mondes qui se ne connaissent plus, il subsiste un espace fragile, une zone à défendre, celle du dialogue social, avec la conscience des moyens à disposition et celle du devoir, sinon de réparer tout du moins de contraindre de nouvelles dégradations. C'est dans cet espace que nous nous situons aujourd'hui, comme celui qui remplit nos agendas au quotidien et celui de vos départements RH et ensemble, à la manière d'un événement pour reprendre notre respiration sociale en surface, nous essayons de maintenir à flots ce que tant d'autres s'acharnent à couler.

Bien sûr, nous sommes disposés à échanger et trouver des options pour pallier les difficultés d'attractivité et de fidélisation, la Loi de Programmation Militaire aurait pu contribuer à redonner du sens à tout cela. Mais comme le mot « Personnels civils » n'y apparaît qu'une seule fois, on peut en douter. L'UNSA rajoutera en sujet la communication, la distance séparant les deux mondes évoqués plus haut, fait que plus personne ne s'entend, ne se comprend. A l'exemple du plan de rénovation des logements domaniaux pour ne citer que cet exemple... A l'heure de la sobriété énergétique et du changement climatique, nous devrions tous nous réjouir de cet investissement et ce chantier plus que nécessaires. Au lieu de cela, par défaut de communication ministérielle, vous laissez passer par les interstices vicieux, du moins vous ne démentez pas, tout ce qui ne manque de circuler sur le sujet, à commencer par les conséquences sur le montant des loyers. Quand on sait ce que représente cette charge dans le coût des ménages, il serait de bon ton de rectifier le tir... question d'attractivité, de fidélisation, de communication et de considération. Un terme sans doute à rajouter tout en haut des priorités ministérielles.

Les défis sont immenses, nous le savons, mais reconnaissons mutuellement que ce n'est pas nous qui avons commencé à tout abîmer.

Une fois de plus, nous saluons le travail de collecte de données et la précision des éléments du Rapport Social Unique. Cette session se terminera par la signature du protocole d'accord en santé, accident et maternité dit de « Protection Sociale Complémentaire ». Sur ce sujet aussi, l'UNSA salue ce travail collaboratif, la réactivité de la DRHMD et de vos cadres en charge de ce dossier, l'aide précieuse de l'actuaire dans ces négociations, les échanges nourris pour aboutir à cette signature.

Alors, s'il en reste bien « des Bastilles à tomber », nos fondamentaux sont comme nos convictions, solides.

L'UNSA avait prévu de vous dire tout cela aujourd'hui dans cette déclaration... elle s'arrête là. Nous interviendrons bien sûr sur les sujets inscrits à l'ordre du jour de ce CSA-M.

Merci de votre attention.

**Les élus UNSA du CSA-M : Laurent Dutilleul / Laurent Tintignac / Nathalie Albertin / Sarah Cottin / Stéphane Belzic / Stéphane Simon**

